

Etats-Unis/Au lendemain du carnage d'Orlando

Ce que l'on sait

AFP

Orlando/États-Unis

Le profil du tueur, ses liens éventuels avec l'EI, l'identité des victimes et le club visé sont autant de repères pour la compréhension de la tuerie de dimanche.

QUARANTE-NEUF personnes ont été tuées dimanche dans une boîte de nuit gay de Floride, la fusillade la plus meurtrière de l'histoire des États-Unis et le pire attentat sur leur sol depuis le 11-Septembre, perpétré par un Américain sympathisant de l'Etat islamique abattu par la police.

• **Quel est le profil du tueur ?** La police fédérale (FBI) avait identifié l'assaillant dès dimanche, Omar Seddique Mateen, un Américain d'origine afghane né en 1986 à New York. La presse a diffusé plusieurs selfies de cet homme de 29 ans où il se met en scène, arborant ou non des lunettes et à l'allure et à la coupe de cheveux à chaque fois différentes. Il a été tué par la police dans la discothèque, le Pulse, un établissement gay en vogue d'Orlando.

Mateen habitait à quelque 200 kilomètres au sud-est d'Orlando, à Port Saint Lucie en Floride et travail-



Photo : AFP

Le club Pulse, la boîte de nuit théâtre de la pire fusillade qu'a connue les États-Unis.

lait pour une société privée de sécurité. Il a attaqué le Pulse dimanche vers 02H00 (07H00 au Gabon) avec un fusil d'assaut et une arme de poing. Après avoir abattu plusieurs personnes, il s'est retranché dans les toilettes avec des otages et a appelé les services d'urgence pour revendiquer son "allégeance" au groupe EI.

D'après son ex-femme, Mateen était un homme violent qui la battait. Son père, Mir Seddique, un Afghan, a décrit son fils comme un homophobe révolté par la vue de deux hommes qui s'embrassent.

Sans antécédents judiciaires, Omar Mateen disposait de deux permis de

port d'arme et a pu acheter en toute légalité, quelques jours avant son crime, une arme de poing et un fusil mitrailleur de type AR-15.

• **Quels liens entre le tueur et l'EI ?** Le FBI enquête pour "acte de terrorisme". Mateen a prêté "allégeance" au groupe EI dans un appel passé aux services d'urgence 911 durant son attentat. L'organisation jihadiste ultra-radical a confirmé hier sur sa radio la revendication du massacre d'Orlando, qui a fait aussi 53 blessés. Dès dimanche, l'agence de presse Amaq liée à l'EI avait affirmé qu'un "combattant de l'EI" avait perpétré le carnage. Mateen avait été interrogé

à plusieurs reprises, en 2013 et 2014, par le FBI. Mais ces enquêtes pour "d'éventuels liens avec des terroristes" avaient été classées sans suite. La première fois, il avait attiré l'attention pour des remarques à ses collègues "laissant penser à un lien avec des terroristes", selon le FBI. La seconde fois, il avait été interrogé pour des liens avec un jihadiste américain, Moner Mohammad Abusalha, mort en Syrie.

CNN affirmait hier que Mateen s'était rendu en 2011 et 2012 en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis pour des pèlerinages religieux.

• **Qui sont les victimes ?**

Les autorités américaines ont commencé à rendre publics les noms des morts, au fur et à mesure de leur identification et seulement après que les proches sont prévenus. Parmi les tués - qui avaient entre 19 et 50 ans - on trouve de nombreux noms à consonance hispanique, une minorité très implantée en Floride.

• **Quel est le club gay visé ?** Le club Pulse s'affiche comme l'une des boîtes de nuit emblématiques de la défense des personnes LGBTI (lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexuées) aux États-Unis. L'établissement a été fondé en 2004 après un drame familial : la mort en 1991 du frère de la co-propriétaire, emporté par le sida. Le Pulse fait aujourd'hui partie d'un réseau communautaire dynamique en Floride pour "réveiller les consciences" sur l'homosexualité aux États-Unis et dans le monde.

"Depuis ses origines, le Pulse a servi de lieu d'amour et d'acceptation pour la communauté LGBT", selon l'autre co-propriétaire qui a exprimé sa "profonde tristesse" pour ce crime de masse, le pire jamais perpétré dans le monde contre la communauté homosexuelle.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Justice. Pistorius, un homme "brisé"**

Oscar Pistorius, qui a tué sa petite amie en 2013, est un homme "brisé" qui devrait être hospitalisé au lieu d'aller en prison, a estimé un psychologue appelé par la défense hier, au début d'une semaine clé au terme de laquelle la justice déterminera la peine du champion sud-africain.

• **Côte d'Ivoire/Justice. Le procès de Simone Gbagbo suspendu**

Le procès devant les as-



Photo : AFP

sises d'Abidjan de l'ex-Première dame de Côte d'Ivoire Simone Gbagbo pour crimes contre l'humanité a été suspendu hier pour une semaine, à la demande de ses avocats qui veulent étudier de nouvelles pièces versées au dossier.

• **R D C o n g o - Ouganda/Conflit. Sept morts dans l'est congolais**

L'armée congolaise a annoncé hier la mort de six rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF) et d'un militaire congolais lors d'un accrochage dans la région de Beni, dans l'est de la République démocratique du Congo, théâtre de massacres récurrents.

• **Tchad-Sénégal/Justice. Un avocat réclame la libération de Habré**

Un avocat de l'ex-président tchadien Hissène Habré a réclamé hier la libération immédiate de son client, affirmant que sa condamnation à perpétuité par un tribunal spécial africain à Dakar était "nulle" en raison d'une irrégularité sur la désignation des juges.

A travers le monde

• **France/Politique. Hollande sur la tombe de de Gaulle**

François Hollande s'est recueilli hier sur la tombe du général de Gaulle à Colombey-les-Deux-Eglises (est de la France), une première pour un président socialiste qui a fait grincer des dents à droite, dont l'ancien président a longtemps été le chef de file.

• **Irak/Conflit. L'EI se mêle aux civils fuyant Fallouja**

Des jihadistes du groupe Etat islamique (EI) tentent de fuir leur bastion assiégé de Fallouja en se mêlant aux flots de civils, évacués par milliers ces dernières heures après l'ouverture d'un couloir sécurisé par l'armée irakienne.

Congo/Après six mois de détention

Le procès de l'opposant Paulin Makaya s'ouvre

AFP

Brazzaville/Congo

LE procès de l'opposant congolais Paulin Makaya, poursuivi pour "incitation aux troubles à l'ordre public", s'est ouvert hier à Brazzaville plus de six mois après son incarcération.

"Je n'ai rien à me reprocher sur le plan du droit et de la conscience", a déclaré M. Makaya à la barre, "je n'ai commis ni crime, ni délit, ni contravention."

L'audience devant la pre-

mière chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Brazzaville a duré plus de trois heures et a été renvoyée au 27 juin pour le réquisitoire et la plaidoirie.

"Les faits pour lesquels le prévenu est poursuivi sont d'une extrême gravité", a affirmé hier le ministère public.

Les autorités congolaises accusent M. Makaya d'avoir organisé et participé le 20 octobre à une manifestation non autorisée contre le référendum constitutionnel ayant permis au chef de l'Etat Denis Sassou Nguesso de se pré-

senter à la présidentielle du 20 mars.

Me Yvon Éric Ibouanga, avocat de M. Makaya, avait indiqué fin mai que les autorités avaient abandonné les autres chefs d'inculpation le visant : complicité d'incendie volontaire d'édifices publics, détention illégale d'armes et de munitions de guerre.

A l'audience d'hier, Me Ibouanga a présenté une nouvelle demande de mise en liberté provisoire de son client, mais celle-ci a été rejetée. L'avocat a estimé que ce refus n'était "pas légal", la liberté provisoire devant selon lui être

attribuée "d'office" après six mois de détention préventive.

Président d'une petite formation d'opposition, "Unis pour le Congo" (UPC), M. Makaya est emprisonné depuis le 23 novembre 2015.

Il est considéré comme un "détenu politique" par plusieurs organisations de défense des droits de l'Homme.

En février, Amnesty International avait appelé à sa libération immédiate. En mai, la branche française d'Acate (Action chrétienne contre la torture) avait lancé un appel similaire,

estimant que M. Makaya était "détenu illégalement". Proche de Bernard Kolélas, ancien politicien et éphémère Premier ministre pendant la guerre civile de 1997 qui a ramené au pouvoir M. Sassou Nguesso, M. Makaya est rentré au Congo fin 2014 après 17 ans d'exil.

Né en 1943, M. Sassou Nguesso, qui cumule plus de 32 ans à la tête du Congo, a été réélu le 20 mars dès le premier tour selon les résultats officiels, qualifiés de "forfaiture" par cinq candidats d'opposition.

Ethiopie-Erythrée/Combats

Un nombre "important" de victimes

côtés, mais plus dans le camp érythréen", a affirmé le porte-parole, Getachew Reda, reprochant à l'Erythrée d'avoir ouvert les hostilités.

"Les forces érythréennes ont commencé à tirer des obus sur nos positions, et notamment sur des ambulances civiles, et nous avons riposté", a-t-il affirmé.

L'Erythrée avait elle-même auparavant accusé l'Ethiopie de l'avoir attaquée dimanche "sur le front de Tsorona", à la frontière

entre les deux pays. L'Erythrée a obtenu son indépendance de l'Ethiopie en 1991 après trois décennies de guerre. Une nouvelle guerre meurtrière a opposé les deux pays de 1998 à 2000.

Depuis, l'Ethiopie et l'Erythrée demeurent ennemies et leurs forces se surveillent de près le long de la frontière lourdement fortifiée, où des affrontements de faible intensité sont régulièrement observés.

Selon M. Reda, les combats

de dimanche sont les plus graves constatés ces dernières années.

"Nous avions l'habitude de prendre des mesures de précaution face à ce régime, mais cette fois-ci, ça a été d'une ampleur beaucoup plus importante que les mesures que nous prenions jusque-là", a-t-il ajouté.

Les deux voisins s'accusent mutuellement depuis longtemps d'attaques et de soutien à des rebelles dans l'autre pays.

Il n'était pas immédiate-

ment possible de vérifier de manière indépendante l'ampleur des combats, ni de déterminer ce qui les a déclenchés.

Le régime érythréen a été accusé mercredi dernier à Genève de crimes contre l'humanité à grande échelle par une commission d'enquête de l'Onu, qui a recommandé que le dossier soit porté devant la Cour pénale internationale (CPI). Asmara a réagi en dénonçant des accusations "extrêmes et infondées".

AFP

Addis Abeba/Ethiopie

LES combats frontaliers qui opposent depuis dimanche l'Ethiopie à l'Erythrée ont fait un nombre "important" de victimes dans les deux camps, a annoncé hier à l'AFP le porte-parole du gouvernement éthiopien.

"Il y a eu un nombre important de victimes des deux